



DOLLARAMA INC.
RAPPORT DE GESTION
Troisième trimestre clos le 30 octobre 2011

Le 7 décembre 2011

*Le présent rapport de gestion, daté du 7 décembre 2011, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, le rendement et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « **Dollarama** », « **Société** », « **nous** », « **notre** » et « **nos** » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle i) avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 ii) ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes annexes, et le rapport de gestion de l'exercice 2011 (tel qu'il est défini ci-après). Toutes les informations financières ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus (« **PCGR** ») du Canada, tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« **Manuel de l'ICCA** »). Le Manuel de l'ICCA a été remanié afin d'y inclure les Normes internationales d'information financière (« **IFRS** »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« **IASB** »), et il exige des entreprises ayant une obligation d'information du public qu'elles appliquent les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, et qu'elles fournissent des chiffres comparatifs pour l'exercice précédent. La Société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre clos le 1^{er} mai 2011 et, à des fins de comparaison, tous les chiffres du troisième trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 octobre 2010 ont été retraités pour tenir compte de l'adoption des IFRS par la Société à compter du 31 janvier 2011.*

Notre monnaie de fonctionnement et de présentation est le dollar canadien.

*Dans le présent rapport, « **exercice 2010** » désigne l'exercice de la Société clos le 31 janvier 2010, « **exercice 2011** » désigne l'exercice de la Société clos le 30 janvier 2011, et « **exercice 2012** » désigne l'exercice de la Société qui prendra fin le 29 janvier 2012.*

Énoncés prospectifs

Certains énoncés que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos plans actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir et constituent des énoncés prospectifs. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « tendances », « indications », « croire », « estimés », « probables » ou « éventuels », ou des variantes de ces termes, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, ceux portant sur l'évolution générale des activités et sur la situation de trésorerie de la Société. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à notre disposition ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur du détail au Canada et que nous avons formulées à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs que nous croyons pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que nos résultats, notre degré d'activité, nos réalisations ou notre rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent sensiblement de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment, sans s'y limiter, les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2011 (lequel est disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) : augmentations futures des charges opérationnelles et du coût des marchandises, incapacité de maintenir une gamme de produits

et de nous réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de nos magasins, de nos entrepôts, de notre centre de distribution et de notre siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les centres d'entreposage et de distribution en temps opportun, caractère saisonnier, acceptation par le marché de nos marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour le service de notre dette, risque relatif aux taux d'intérêt variables de notre dette, concurrence dans le secteur du détail, conjoncture générale de l'économie, incapacité d'attirer et de conserver des employés qualifiés, départ de hauts dirigeants, interruptions des systèmes de technologie de l'information, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles et perturbations géopolitiques, coûts inattendus liés à notre programme d'assurance actuel, litiges, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits et conformité sur les plans réglementaire et environnemental.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet du rendement financier de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire nos attentes en date du 7 décembre 2011, et nous n'avons pas l'intention et déclinons toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si nous y sommes tenus en vertu de la loi. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR

Le présent rapport de gestion fait référence au BAIIA, mesure hors PCGR. Cette mesure hors PCGR n'est pas une mesure reconnue selon les PCGR et n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR; elle n'est donc pas susceptible de se prêter aux comparaisons avec une mesure similaire présentée par d'autres sociétés. Elle est plutôt fournie en tant que supplément aux autres mesures conformes aux PCGR pour permettre de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Nous avons recours au BAIIA pour fournir aux investisseurs une mesure supplémentaire de notre rendement opérationnel et ainsi mettre en évidence les tendances dans nos activités de base que les seules mesures conformes aux PCGR ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Par ailleurs, nous croyons que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR, y compris le BAIIA, pour évaluer les sociétés émettrices. La direction a aussi recours au BAIIA pour faciliter les comparaisons du rendement opérationnel et du rendement financier d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à prendre en charge le service futur de notre dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement. Le lecteur est prié de se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition du BAIIA ainsi qu'un rapprochement du BAIIA et du résultat opérationnel, mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

À notre avis, la présentation du BAIIA est appropriée. Cependant, le BAIIA comporte des limitations importantes en tant qu'outil d'analyse et il ne doit pas être examiné isolément ni comme mesure de remplacement aux fins de l'analyse de nos résultats présentés selon les PCGR. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les PCGR et nous utilisons le BAIIA à des fins complémentaires seulement. En outre, il est possible que d'autres entreprises calculent le BAIIA différemment. Cette mesure ne peut donc pas nécessairement être comparée à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

Aperçu

Nos activités

La Société détient indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, la totalité des participations dans Dollarama S.E.C. et dans Dollarama Corporation, qui exploitent collectivement l'entreprise Dollarama.

La Société, qui comptait 690 magasins Dollarama au 30 octobre 2011, est le plus important exploitant de magasins à un dollar du Canada, et le nombre de magasins de notre réseau est plus de cinq fois supérieur à celui de notre plus proche concurrent au Canada. Nous sommes la seule entreprise à exploiter un nombre important de magasins à l'échelle du pays, et nous poursuivons notre expansion dans toutes les provinces canadiennes. Nos magasins ont une superficie moyenne d'environ 9 910 pieds carrés, et ils proposent un éventail choisi de marchandises attrayantes, notamment des articles de marque maison et de marques nationales. Nous proposons une vaste gamme de biens de consommation et de marchandises générales d'usage courant et de bonne qualité, de même que des produits saisonniers. Nos produits de qualité sont vendus soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 2,00 \$. Tous les magasins sont gérés par la Société, ce qui nous permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Pratiquement tous les magasins sont situés dans des endroits achalandés comme des galeries marchandes et des centres commerciaux, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

Notre stratégie consiste à faire progresser les ventes, le résultat net et les flux de trésorerie en utilisant notre position de premier exploitant de magasins à un dollar au Canada et à offrir un grand éventail d'articles attrayants d'usage courant à une large clientèle. Nous visons à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de nos activités.

Faits saillants du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011

Comparativement au troisième trimestre clos le 31 octobre 2010 :

- Les ventes ont augmenté de 12,5 %;
- Les ventes des magasins comparables ont progressé de 5,1 %;
- La marge brute s'est améliorée, passant de 36,2 % à 37,0 % des ventes;
- Le BAIIA¹⁾ s'est accru de 21,3 % pour s'établir à 72,1 M\$, soit 18,0 % des ventes;
- Le résultat opérationnel a augmenté de 21,8 % et s'est chiffré à 63,4 M\$, soit 15,8 % des ventes;
- Le résultat net dilué par action s'est amélioré de 31,0 %, passant de 0,42 \$ à 0,55 \$.

De plus, au troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 :

- La Société a ouvert 10 nouveaux magasins, pour un nombre net total de 38 nouveaux magasins ouverts depuis le début de l'exercice 2012;
- La facilité de crédit garantie de premier rang consortiale (la « **facilité de crédit** ») a été modifiée selon des modalités plus favorables en raison de l'amélioration du niveau d'endettement de Dollarama.

¹⁾ Le lecteur est prié de se reporter aux notes des tableaux figurant à la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition du BAIIA et un rapprochement de cette mesure avec le résultat opérationnel (la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable).

Éléments ayant une incidence sur nos résultats opérationnels

Ventes

Nous constatons nos ventes au moment où le client paie sa marchandise et en prend possession. Toutes les ventes sont finales. Nos ventes se composent essentiellement des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure de l'augmentation ou de la diminution, en pourcentage, des ventes enregistrées par les magasins ouverts depuis au moins 13 mois d'exercice complets comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes des magasins agrandis et celles des magasins délocalisés sont également incluses dans les ventes des magasins comparables.

Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et le montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, nous mettons l'accent sur une offre de marchandises diversifiées de bonne qualité à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Nos ventes subissent généralement de légères variations saisonnières et nous prévoyons que cette tendance se poursuivra. Pour l'exercice 2011, 28,8 % des ventes ont été enregistrées au quatrième trimestre, soit pendant la période des Fêtes.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend principalement le coût des stocks de marchandises et les frais de transport (variables et proportionnels aux volumes de ventes), les frais d'occupation des magasins et les charges opérationnelles des centres d'entreposage et de distribution. Le cas échéant, nous constatons les remises consenties par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats au moment où elles sont accordées. Ces remises sont comptabilisées en réduction du coût des marchandises achetées, ce qui a pour effet de réduire le coût des ventes.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Nous arrivons habituellement à réduire le coût des ventes en nous approvisionnant davantage auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour l'exercice 2011, nos achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 54 % du total de nos achats, comparativement à 53 % pour l'exercice 2010. Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous avons entrepris d'accroître nos achats auprès d'autres fournisseurs étrangers au cours des deux derniers exercices, notamment en Allemagne, en Indonésie, en Italie, en Thaïlande et en Turquie. Par conséquent, le coût des ventes fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la majeure partie de nos produits importés proviennent de Chine et sont payés en dollars américains. Par conséquent, le coût des ventes est sensible aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et à celles du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Bien que nous concluions des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition à la fluctuation du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien, nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement à la fluctuation du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport constituent également une composante importante du coût des ventes. Lorsque le prix du carburant augmente, les frais de livraison et de transport augmentent aussi parce que les transporteurs répercutent généralement cette augmentation sur les tarifs imposés aux usagers. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments de carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs comparativement aux trimestres précédents.

Les frais d'occupation sont largement tributaires des charges de location de base. En général, nous estimons être en mesure de négocier les modalités de nos baux à des conditions commerciales favorables en raison de l'achalandage accru que génèrent souvent nos magasins dans les galeries marchandes et les centres commerciaux. Nous contractons généralement des baux pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans.

Frais généraux, frais d'administration et charges opérationnelles des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges opérationnelles des magasins (les « **frais généraux** ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels aux volumes de ventes des magasins, ainsi que des coûts de l'entretien des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen de nos employés soit plus élevé que le salaire minimum, une augmentation de ce dernier pourrait avoir une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence soit contrebalancée par un gain de productivité et une réduction de coûts. Nous prévoyons que les frais d'administration augmenteront à mesure que nous étendrons notre infrastructure pour répondre aux besoins créés par la croissance de la Société.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

Nous exerçons nos activités dans le secteur de la vente au détail, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. Nous livrons concurrence à d'autres magasins à un dollar, aux magasins à prix modiques et à escompte et aux grandes surfaces au Canada. Ces détaillants exploitent des magasins dans de nombreux emplacements où nous sommes aussi présents, et bon nombre d'entre eux consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. En outre, nous livrons concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements où installer nos magasins et pour attirer et conserver un personnel qualifié. Nous prévoyons que certains facteurs, dont ceux décrits ci-après, mais sans s'y limiter, continueront d'exercer une pression sur l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités : le coût des marchandises, l'instabilité économique à l'échelle mondiale, le niveau d'endettement des consommateurs et leurs tendances d'achat, la conjoncture économique, les taux d'intérêt, la volatilité du marché, les préférences des consommateurs, le taux de chômage, le coût de la main-d'œuvre, l'inflation, la fluctuation des taux de change, le prix du carburant, les coûts des services publics, les conditions météorologiques, les catastrophes, la concurrence et le coût de l'assurance. Selon la conjoncture, les dépenses à la consommation pourraient reculer en raison de certains facteurs économiques, notamment le taux de chômage. Le recul du niveau de confiance des consommateurs et des dépenses à la consommation pourrait également avoir une incidence défavorable sur nos ventes. Un des facteurs qui influe à la fois sur le consommateur et sur l'entreprise est le cours du pétrole. Les tensions qui perdurent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pourraient provoquer une hausse du cours du pétrole, entraînant une réduction des dépenses des consommateurs et une augmentation des coûts liés au transport pour l'entreprise.

Principales informations financières consolidées

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées au 30 octobre 2011 et au 31 octobre 2010 ont été tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes.

<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions)</i>	13 semaines terminées les		39 semaines terminées les	
	30 oct. 2011	31 oct. 2010	30 oct. 2011	31 oct. 2010
Données sur le résultat				
Ventes.....	400 347 \$	355 742 \$	1 134 121 \$	1 011 202 \$
Coût des ventes.....	252 270	227 130	720 180	654 404
Profit brut.....	148 077	128 612	413 941	356 798
Charges :				
Frais généraux, frais d'administration et charges				
opérationnelles des magasins.....	75 990	69 172	218 826	198 055
Dotation aux amortissements.....	8 667	7 351	24 615	21 045
Total des charges.....	84 657	76 523	243 441	219 100
Résultat opérationnel.....	63 420	52 089	170 500	137 698
Charges financières, montant net.....	3 444	7 336	13 503	28 636
Résultat avant impôt sur le résultat.....	59 976	44 753	156 997	109 062
Charge d'impôts sur le résultat.....	18 184	13 409	47 130	34 269
Résultat net.....	41 792 \$	31 344 \$	109 867 \$	74 793 \$
Résultat net de base par action ordinaire.....	0,57 \$	0,43 \$	1,49 \$	1,02 \$
Résultat net dilué par action ordinaire.....	0,55 \$	0,42 \$	1,45 \$	0,99 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période :				
De base (en milliers).....	73 713	73 169	73 665	73 073
Dilué (en milliers).....	75 533	75 429	75 537	75 349
Autres données				
Croissance des ventes d'une année sur l'autre.....	12,5 %	13,7 %	12,2 %	13,7 %
Croissance des ventes des magasins comparables ¹⁾	5,1 %	8,0 %	4,4 %	8,1 %
Marge brute ²⁾	37,0 %	36,2 %	36,5 %	35,3 %
Frais généraux, en pourcentage des ventes ²⁾	19,0 %	19,4 %	19,3 %	19,6 %
BAIIA ³⁾	72 087 \$	59 440 \$	195 115 \$	158 743 \$
Marge opérationnelle ²⁾	15,8 %	14,6 %	15,0 %	13,6 %
Dépenses d'investissement.....	12 201 \$	12 410 \$	35 634 \$	29 850 \$
Nombre de magasins ⁴⁾	690	639	690	639
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁴⁾ ..	9 910	9 843	9 910	9 843

Aux

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 oct. 2011	30 janv. 2011
Données tirées de l'état de la situation financière		
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	19 534 \$	53 129 \$
Stocks de marchandises.....	305 181	258 905
Immobilisations corporelles.....	164 635	152 081
Total de l'actif.....	1 335 341	1 311 131
Total de la dette ⁵⁾	278 522	366 875
Dette nette ⁶⁾	258 988	313 746

- 1) Les ventes des magasins comparables s'entendent de celles des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.
- 2) La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux, frais d'administration et charges opérationnelles des magasins, divisés par les ventes. La marge opérationnelle correspond au résultat opérationnel divisé par les ventes.
- 3) Dans le présent rapport, le BAIIA est appelé « **mesure hors PCGR** ». Le « **BAIIA** » représente le résultat opérationnel plus la dotation aux amortissements.

(en milliers de dollars)	13 semaines terminées les		39 semaines terminées les	
	30 oct. 2011	31 oct. 2010	30 oct. 2011	31 oct. 2010

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel et du BAIIA :

Résultat opérationnel.....	63 420 \$	52 089 \$	170 500 \$	137 698 \$
Ajouter la dotation aux amortissements.....	8 667	7 351	24 615	21 045
BAIIA.....	72 087 \$	59 440 \$	195 115 \$	158 743 \$
Marge du BAIIA.....	18,0 %	16,7 %	17,2 %	15,7 %

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :

BAIIA.....	72 087 \$	59 440 \$	195 115 \$	158 743 \$
Charge d'intérêts sur la dette à long terme, après amortissement des frais d'émission de titres d'emprunt et intérêts capitalisés.....	(3 147)	(5 449)	(11 555)	(19 908)
Profit (perte) de change en trésorerie sur les instruments financiers dérivés et la dette à long terme ^{a)}	2 069	4 554	(647)	(755)
Impôts exigibles.....	(15 241)	(12 751)	(39 433)	(31 994)
Remboursement du montant en capital des contrats de location-financement.....	(510)	—	(510)	—
Remboursement des intérêts capitalisés sur la dette à long terme.....	—	—	—	(28 074)
Intérêts réputés sur le remboursement de la dette à long terme.....	(63)	(1 577)	(1 364)	(19 358)
Incitatifs à la location différés.....	433	819	2 324	2 016
Allocations reçues du propriétaire et charges de location différées.....	550	987	2 225	3 113
Dotation aux amortissements des allocations reçues du propriétaire et charges de location différées.....	(516)	(429)	(1 583)	(1 199)
Rémunération fondée sur des actions.....	186	273	607	827
Autres.....	(23)	12	(51)	10
	55 825	45 879	145 128	63 421
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.....	(41 291)	(10 818)	(50 047)	(27 286)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, montant net.....	14 534 \$	35 061 \$	95 081 \$	36 135 \$

a) Représente la partie en trésorerie du profit (de la perte) de change sur la dette à long terme et l'excédent des encaissements (décaissements) sur le montant comptabilisé relativement aux instruments financiers dérivés.

- 4) À la fin de la période.
- 5) Le total de la dette comprend la partie courante de la dette à long terme ainsi que la dette à long terme avant les frais d'émission de titres d'emprunt et les escomptes.
- 6) La dette nette correspond au total de la dette (voir la note 5), moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Résultats opérationnels

Analyse des résultats du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011

Ce qui suit donne un aperçu de notre rendement financier au cours du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, comparativement au troisième trimestre clos le 31 octobre 2010.

Ventes

Les ventes ont augmenté de 12,5 % pour s'établir à 400,3 M\$ pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, contre 355,7 M\$ pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010. La hausse est essentiellement attribuable à l'ouverture d'un nombre net de 51 nouveaux magasins depuis la fin du troisième trimestre clos le 31 octobre 2010 et à l'essor de 5,1 % des ventes des magasins comparables en regard de celles du trimestre clos le 31 octobre 2010. La croissance des ventes des magasins comparables a résulté d'une augmentation de 5,2 % de la taille des transactions, laquelle a été légèrement atténuée par une baisse de 0,1 % du nombre de transactions.

Au cours du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, 49 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1 \$, comparativement à 40 % pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010 et à 48 % pour le deuxième trimestre clos le 31 juillet 2011. La proportion des ventes de produits à plus de 1 \$ a progressé chaque trimestre depuis que nous avons adopté notre stratégie de prix multiples, il y a près de trois ans.

Marge brute

La marge brute a atteint 37,0 % des ventes pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, comparativement à 36,2 % des ventes pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010, essentiellement en raison de l'amélioration des marges sur les produits et de la baisse de la provision pour freinte, ces facteurs ayant été atténués par la hausse des frais de transport en pourcentage des ventes.

Frais généraux, frais d'administration et charges opérationnelles des magasins

Pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, les frais généraux ont été ramenés à 19,0 % des ventes, contre 19,4 % de celles de la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, en raison surtout de l'amélioration de la productivité du personnel des magasins et des effets d'échelle touchant certains coûts fixes sur un volume de vente plus important pour le présent exercice. Les frais généraux se sont établis à 76,0 M\$ pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, contre 69,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 9,9 %. L'augmentation est principalement attribuable à l'ouverture d'un nombre net de 51 nouveaux magasins depuis la fin du troisième trimestre clos le 31 octobre 2010.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 1,3 M\$, passant de 7,4 M\$ pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010 à 8,7 M\$ pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, essentiellement en raison de l'ouverture de nouveaux magasins.

Charges financières, montant net

Les charges financières, montant net, ont baissé de 3,9 M\$, passant de 7,3 M\$ pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010 à 3,4 M\$ pour celui clos le 30 octobre 2011. Cette baisse a découlé du recul du niveau d'endettement, d'une diminution du taux d'intérêt sur la dette à long terme et d'une baisse de la dotation aux amortissements des frais d'émission de titres d'emprunt et des escomptes par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 4,8 M\$, passant de 13,4 M\$ pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010 à 18,2 M\$ pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, et ce, en raison surtout de la

rentabilité accrue. Notre taux d'imposition effectif pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 a été de 30,3 %, comparativement à 30,0 % pour le troisième trimestre clos 31 octobre 2010.

Résultat net

Pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, le résultat net s'est chiffré à 41,8 M\$, soit 0,55 \$ par action après dilution, contre 31,3 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent, soit 0,42 \$ par action après dilution. L'amélioration du résultat net est attribuable à une augmentation du résultat opérationnel et à la diminution des charges financières, montant net, et a été contrebalancée en partie par l'impôt sur le résultat.

Analyse des résultats de la période de neuf mois close le 30 octobre 2011

Ce qui suit donne un aperçu de notre rendement financier au cours de la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, comparativement à la période de neuf mois close le 31 octobre 2010.

Ventes

Les ventes ont augmenté de 12,2 %, passant de 1 011,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 à 1 134,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011. La hausse est essentiellement attribuable à l'ouverture d'un nombre net de 51 nouveaux magasins depuis la fin de la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 et à l'essor de 4,4 % des ventes des magasins comparables en regard de celles de la période de neuf mois close le 31 octobre 2010. La croissance des ventes des magasins comparables est imputable à une augmentation de 5,6 % de la taille des transactions, laquelle a été atténuée par une baisse de 1,1 % du nombre de transactions.

Marge brute

La marge brute a atteint 36,5 % des ventes pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, comparativement à 35,3 % des ventes pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010, ce qui a résulté essentiellement de l'amélioration des marges sur les produits et de la baisse de la provision pour freinte, ces facteurs ayant été en partie annulés par la hausse des frais de transport en pourcentage des ventes.

Frais généraux, frais d'administration et charges opérationnelles des magasins

Pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, les frais généraux ont été ramenés à 19,3 % des ventes, contre 19,6 % de celles de la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, en raison surtout de l'amélioration de la productivité du personnel des magasins et des effets d'échelle de certains coûts fixes sur un volume de ventes plus important pour le présent exercice. Les frais généraux se sont établis à 218,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, contre 198,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010, ce qui représente une hausse de 10,5 %. Celle-ci est principalement attribuable à l'ouverture d'un nombre net de 51 nouveaux magasins depuis la fin de la période de neuf mois close le 31 octobre 2010.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 3,6 M\$, passant de 21,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 à 24,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, essentiellement en raison de l'ouverture de nouveaux magasins.

Charges financières, montant net

Les charges financières, montant net, ont baissé de 15,1 M\$, passant de 28,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 à 13,5 M\$ pour celle close le 30 octobre 2011. Cette baisse a découlé du recul du niveau d'endettement et d'une diminution du taux d'intérêt sur la dette à long terme, mais aussi du fait que les charges financières, montant net, pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 tenaient compte de la sortie du bilan de frais d'émission de titres d'emprunt de 5,7 M\$ ainsi que d'un montant de 2,2 M\$ au titre de la prime et des frais de remboursement de l'ancienne facilité de crédit garantie de premier rang (l'« **ancienne facilité de**

crédit») et des billets à intérêt reporté et à taux variable de premier rang (les « **billets à intérêt reporté** ») au deuxième trimestre clos le 1^{er} août 2010.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 12,8 M\$, passant de 34,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 à 47,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, et ce, en raison surtout de la rentabilité accrue. Notre taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011 a été de 30,0 %, comparativement à 31,4 % pour la période correspondante close le 31 octobre 2010. Le taux d'imposition effectif a été plus élevé durant la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 en raison principalement de l'incidence fiscale exceptionnelle liée au remboursement de la dette et au règlement d'instruments dérivés.

Résultat net

Pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, le résultat net a atteint 109,9 M\$, soit un résultat net dilué de 1,45 \$ par action, contre 74,8 M\$ pour la période de neuf mois de l'exercice précédent, soit un résultat net dilué de 0,99 \$ par action. L'amélioration du résultat net est attribuable à une augmentation du résultat opérationnel et à la diminution des charges financières, montant net, et a été contrebalancée en partie par l'impôt sur le résultat.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars)	Exercice 2012			Exercice 2011				Exercice 2010
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Données sur le résultat¹⁾	IFRS							PCGR du Canada
Ventes.....	400 347	\$ 387 474	\$ 346 300	\$ 408 712	\$ 355 742	\$ 343 530	\$ 311 930	\$ 364 100
Coût des ventes.....	252 270	245 330	222 580	252 578	227 130	222 360	204 914	221 652
Frais généraux, frais d'administration et charges opérationnelles des magasins.....	75 990	74 634	68 202	80 897	69 172	67 091	61 792	74 902
Dotation aux amortissements.....	8 667	8 084	7 864	7 463	7 351	6 980	6 714	6 576
Total des charges.....	<u>336 927</u>	<u>328 048</u>	<u>298 646</u>	<u>340 938</u>	<u>303 653</u>	<u>296 431</u>	<u>273 420</u>	<u>303 130</u>
Résultat opérationnel.....	63 420	59 426	47 654	67 774	52 089	47 099	38 510	60 970
Autres charges :								
Charges financières, montant net.....	<u>3 444</u>	<u>5 662</u>	<u>4 397</u>	<u>5 824</u>	<u>7 336</u>	<u>14 751</u>	<u>6 549</u>	<u>12 788</u>
Résultat avant impôts sur le résultat.....	59 976	53 764	43 257	61 950	44 753	32 348	31 961	48 182
Charge d'impôts sur le résultat.....	<u>18 184</u>	<u>16 112</u>	<u>12 834</u>	<u>19 916</u>	<u>13 409</u>	<u>11 371</u>	<u>9 489</u>	<u>14 172</u>
Résultat net.....	<u>41 792</u>	<u>\$ 37 652</u>	<u>\$ 30 423</u>	<u>\$ 42 034</u>	<u>\$ 31 344</u>	<u>\$ 20 977</u>	<u>\$ 22 472</u>	<u>\$ 34 010</u>
Résultat net par action ordinaire								
De base.....	0,57	\$ 0,51	\$ 0,41	0,57	\$ 0,43	\$ 0,29	\$ 0,31	\$ 0,47
Dilué.....	0,55	\$ 0,50	\$ 0,40	0,56	\$ 0,42	\$ 0,28	\$ 0,30	\$ 0,45

1) Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis conformément aux IFRS, exception faite de ceux de l'exercice 2010, lesquels ont été préparés selon les anciens PCGR du Canada.

Situation de trésorerie et ressources en capital

Flux de trésorerie

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont été de 14,5 M\$ pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, contre 35,1 M\$ pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010. La diminution de 20,5 M\$ s'explique principalement par les exigences accrues en matière d'éléments hors trésorerie du fonds de roulement au troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, lesquelles n'ont été que partiellement contrebalancées par la hausse du résultat net. Ces exigences accrues découlent avant tout d'une augmentation plus élevée des stocks au troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 par rapport au troisième trimestre clos le 31 octobre 2010. Cette hausse accrue des stocks s'explique essentiellement par un ajustement temporaire visant à rendre compte des délais d'approvisionnements plus longs en Chine, ainsi que par l'évolution de notre combinaison de prix, les articles à plus de 1 \$ prenant une place de plus en plus importante d'un trimestre à l'autre.

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 95,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, en regard de 36,1 M\$ pour la période correspondante close le 31 octobre 2010. La hausse de 58,9 M\$ s'explique principalement, d'une part, par l'amélioration du résultat net et, d'autre part, par la sortie de fonds exceptionnelle liée au remboursement de l'intérêt capitalisé sur les billets à intérêt reporté et de l'intérêt réputé sur la dette à long terme au deuxième trimestre clos le 1^{er} août 2010, lequel n'a été que légèrement contrebalancée par les exigences accrues en matière d'éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011. Ces exigences accrues découlent avant tout d'une augmentation plus élevée des stocks pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011 par rapport à l'augmentation constatée pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010, ce qui est attribuable aux deux facteurs susmentionnés.

Activités d'investissement

Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 30 octobre 2011, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 12,1 M\$ et 35,4 M\$, respectivement, comparativement à 12,4 M\$ et 84,0 M\$ pour le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 31 octobre 2010, respectivement.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement au cours de la période de neuf mois close le 31 octobre 2010 comprennent le règlement de nos contrats de swap en vigueur par suite du remboursement de l'ancienne facilité de crédit et des billets à intérêt reporté, ce qui a exigé une sortie de fonds nette de 54,3 M\$.

Les achats d'immobilisations corporelles ont diminué de 0,2 M\$ entre le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 et le trimestre correspondant clos le 31 octobre 2010 en raison surtout d'une réduction du nombre de nouveaux magasins ouverts. Pour la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, les achats d'immobilisations corporelles ont augmenté de 5,8 M\$ en regard de la période correspondante de l'exercice précédent par suite d'un accroissement des projets liés aux technologies d'exploitation.

Activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement au troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 ont totalisé 10,2 M\$, contre 94,5 M\$ pour le trimestre correspondant clos le 31 octobre 2010.

Au cours du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, la Société a versé un montant de 6,6 M\$ au titre du paiement d'un dividende trimestriel et un montant de 3,5 M\$ au titre d'un remboursement de capital trimestriel prévu sur la facilité de crédit, déduction faite de 0,1 M\$ d'intérêts réputés (classés dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles). Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement au cours du troisième trimestre clos le 31 octobre 2010 comprenaient un remboursement de capital par anticipation de 90,0 M\$

et un remboursement de capital prévu de 6,6 M\$ sur la facilité de crédit, déduction faite du solde de 1,6 M\$ considéré comme des intérêts réputés.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement au cours de la période de neuf mois close le 30 octobre 2011 ont totalisé 93,3 M\$ (ce montant comprend le remboursement de capital par anticipation de 80,0 M\$ sur la facilité de crédit au deuxième trimestre clos le 31 juillet 2011), tandis que des flux de trésorerie de 2,0 M\$ provenant de telles activités ont été inscrits pour la période de neuf mois close le 31 octobre 2010.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 octobre 2010, la Société a touché un produit de 525,0 M\$ aux termes de la facilité de crédit, remboursé l'emprunt à terme B de l'ancienne facilité de crédit, racheté les billets à intérêt reporté et remboursé une partie de l'encours sur la facilité de crédit, déduction faite du solde considéré comme des intérêts capitalisés de la dette à long terme et des intérêts réputés. Nous avons également engagé des frais d'émission de titres d'emprunt de 8,0 M\$ associés à la facilité de crédit.

Ressources en capital

Dans le passé, la Société a tiré de ses activités opérationnelles suffisamment de flux de trésorerie pour financer sa stratégie de croissance prévue et assurer le service de sa dette. De plus, au 30 octobre 2011, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie totalisant 19,5 M\$ ainsi que d'un montant de 74,1 M\$ pouvant être prélevé sur la facilité de crédit renouvelable comprise dans sa facilité de crédit, ce qui lui procure une plus grande souplesse pour combler des besoins imprévus en matière de liquidités, s'il en est.

Notre capacité à effectuer les paiements en capital prévus, à payer les intérêts sur les dettes, à refinancer celles-ci ou à financer les dépenses d'investissement prévues dépendra de notre rendement futur, lequel, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, des lois, du cadre réglementaire et d'autres facteurs qui échappent à notre volonté. Compte tenu des activités que nous menons actuellement, nous croyons que les flux de trésorerie provenant de nos activités opérationnelles ainsi que les montants dont nous disposons aux termes de la facilité de crédit nous permettront de combler nos besoins en liquidités futurs. Nos hypothèses concernant ces besoins pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources précitées nous donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour nous permettre d'assurer le service de la dette et de pourvoir au règlement de toute charge imprévue.

Facilité de crédit

Le 10 juin 2010, Groupe Dollarama S.E.C., filiale en propriété exclusive de la Société, a conclu une convention visant la facilité de crédit, soit une facilité de crédit garantie de premier rang consortiale, entièrement canadienne, de 600 M\$ composée i) d'une facilité de crédit renouvelable de 75,0 M\$ et ii) d'un emprunt à terme de 525,0 M\$ échéant en juin 2014. De plus, Groupe Dollarama S.E.C. peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander d'autres emprunts à terme ou augmenter le montant disponible aux termes de la facilité renouvelable d'au plus 75,0 M\$.

Le 5 octobre 2011, la Société et ses prêteurs ont conclu une première convention de modification de la facilité de crédit. Cette convention comprend une nouvelle grille de prix comportant des taux applicables plus avantageux, un nouveau plan d'amortissement pour le remboursement de l'emprunt à terme et une nouvelle date d'échéance de la facilité de crédit renouvelable, soit le 10 juin 2015. Compte tenu du niveau d'endettement actuel de Dollarama, la facilité de crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires plus 175 points de base alors qu'elle portait intérêt au taux des acceptations bancaires plus 225 points de base avant la modification.

Au 30 octobre 2011, l'encours aux termes de la facilité de crédit totalisait 278,5 M\$.

La facilité de crédit est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité de Groupe Dollarama S.E.C. et de ses filiales restreintes de faire notamment ce qui suit : procéder à des investissements et à des prêts; contracter, prendre en charge ou autoriser d'autres dettes, garanties ou privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; déclarer des

dividendes, faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations; changer la nature des activités; effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe; conclure des ententes limitant les distributions des filiales; et rembourser d'avance ou racheter certains titres d'emprunt. La facilité de crédit oblige Groupe Dollarama S.E.C. à se conformer, sur une base trimestrielle, à des clauses restrictives de nature financière qui imposent un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal de levier financier ajusté en fonction des contrats de location. En date du 30 octobre 2011, Groupe Dollarama S.E.C. respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

La facilité de crédit est garantie par Gestion Dollarama S.E.C., Dollarama Group GP Inc. et toutes les filiales restreintes actuelles et futures de Groupe Dollarama S.E.C. (collectivement, les « **parties garantissant l'emprunt** »). Elle est assortie de créances hypothécaires et de sûretés grevant la quasi-totalité des actifs actuels et futurs des parties garantissant l'emprunt, ainsi que d'un nantissement des billets intersociétés actuels et futurs et d'un nantissement du capital-actions de Dollarama Group GP Inc., de Groupe Dollarama S.E.C. et de celui de chacune de leurs filiales, s'il y a lieu.

Dépenses d'investissement

Pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011, les dépenses d'investissement ont totalisé 12,2 M\$, montant compensé par les allocations de 0,6 M\$ reçues du propriétaire, contre 12,4 M\$, montant compensé par les allocations de 1,0 M\$ reçues du propriétaire, pour le troisième trimestre clos le 31 octobre 2010. La diminution des dépenses d'investissement résulte principalement d'un plus petit nombre de nouveaux magasins ouverts au troisième trimestre clos le 30 octobre 2011.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Le tableau ci-dessous résume nos principales obligations contractuelles (en milliers de dollars) en date du 30 octobre 2011, y compris nos arrangements hors bilan et nos engagements.

<i>(en milliers de dollars)</i>	<u>Total</u>	<u>Année 1</u>	<u>Année 2</u>	<u>Année 3</u>	<u>Année 4</u>	<u>Année 5</u>	<u>Par la suite</u>
Obligations contractuelles							
<i>Crédit-bail :</i>							
Obligations liées à des contrats de							
location simple ¹⁾	621 747 \$	89 118 \$	84 249 \$	78 831 \$	72 132 \$	63 109 \$	234 308 \$
<i>Emprunts à long terme :</i>							
Facilité de crédit.....	278 522	14 102	14 102	250 318	—	—	—
Paiements d'intérêts obligatoires ²⁾	20 794	8 256	7 984	4 554	—	—	—
Obligation au titre des contrats de							
location-financement.....	1 286	589	641	56	—	—	—
Intérêts sur l'obligation au titre des							
contrats de location-financement....	<u>120</u>	<u>86</u>	<u>34</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
Obligations contractuelles.....	<u>922 470</u> \$	<u>112 152</u> \$	<u>107 010</u> \$	<u>333 759</u> \$	<u>72 132</u> \$	<u>63 109</u> \$	<u>234 308</u> \$
Engagements							
Lettres de crédit et garanties.....	<u>908</u>	<u>908</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
Engagements.....	<u>908</u> \$	<u>908</u> \$	<u>—</u> \$	<u>—</u> \$	<u>—</u> \$	<u>—</u> \$	<u>—</u> \$
Total des obligations contractuelles							
et des engagements.....	<u>923 378</u> \$	<u>113 060</u> \$	<u>107 010</u> \$	<u>333 759</u> \$	<u>72 132</u> \$	<u>63 109</u> \$	<u>234 308</u> \$

1) Représente les loyers annuels de base, compte non tenu des loyers conditionnels, des frais d'entretien des aires communes, des impôts fonciers et d'autres charges payées au propriétaire, éléments qui, ensemble, équivalent à approximativement 40 % de nos charges locatives.

2) Selon les taux d'intérêt présumés sur les montants exigibles en vertu de la facilité de crédit.

Instruments financiers

La Société se sert d'instruments financiers dérivés, tels que des contrats de change à terme et, plus récemment, des contrats à terme à accumulation, pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et, à l'exception des contrats à terme à accumulation, sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain ou l'euro se déprécie par rapport au dollar canadien, le recours à des couvertures pourrait causer des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Les ententes de couverture peuvent avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les prévisions de la direction quant à des événements futurs ou aux conditions de marché dans l'avenir se révèlent inexactes. Également, dans de telles circonstances, les coûts associés à un programme de couverture peuvent surpasser les avantages qu'il procure.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme la stratégie et les objectifs de gestion des risques qui l'incitent à conclure ces opérations de couverture.

Les instruments financiers dérivés sont constatés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 octobre 2011, la nature des risques découlant des contrats de change à terme et la gestion de ces risques n'ont connu aucun changement significatif. La Société a recours aux contrats à terme à accumulation depuis le 14 octobre 2011, mais elle n'a apporté aucun changement à la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Pour une description complète des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 5 de ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011.

Transactions avec des parties liées

Baux immobiliers

À l'heure actuelle, nous louons 18 magasins, quatre entrepôts, notre centre de distribution et notre siège social auprès d'entités contrôlées par Larry Rossy aux termes de baux à long terme. Les charges locatives associées à ces baux conclus avec des parties liées sont établies selon les conditions du marché et représentaient un montant total d'environ 2,9 M\$ pour le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011.

Arrangements hors bilan

Outre nos obligations au titre de contrats de location simple et de lettres de crédit et garanties décrites à la rubrique « *Obligations contractuelles et engagements commerciaux* », nous ne sommes assujettis à aucun arrangement hors bilan.

Conventions comptables et estimations cruciales

Lorsqu'elle dresse les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers et sur les produits des activités ordinaires et les charges présentés pour la période. Nous analysons nos estimations en continu, en fonction des renseignements historiques et de différentes autres hypothèses qui, selon nous, sont raisonnables compte tenu des circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Évaluation des stocks de marchandises

L'évaluation des stocks de marchandises en magasin est réalisée selon la méthode de l'inventaire au prix de détail au moindre du coût (moyenne pondérée) et de la valeur de réalisation nette. Selon la méthode de l'inventaire au prix de détail, la valeur des stocks de marchandises est convertie au coût en appliquant un ratio du coût moyen sur le prix de vente. Les stocks de marchandises au centre de distribution ou dans les entrepôts et les stocks en transit en provenance des fournisseurs sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, selon la moyenne pondérée de la valeur choisie. Les stocks de marchandises comprennent les articles démarqués selon la meilleure estimation de la direction quant à leur valeur de réalisation nette, lesquels sont inclus dans le coût des ventes dans la période au cours de laquelle la démarque a été établie. La Société estime sa provision pour démarque en fonction de plusieurs facteurs, notamment la quantité de produits à rotation lente ou hors-saison en stock, les statistiques historiques en matière de démarque et les plans de marchandisage futurs. La précision des estimations de la Société est tributaire de nombreux facteurs dont certains sont indépendants de sa volonté, notamment l'évolution de la conjoncture et des tendances d'achat des consommateurs. Historiquement, les estimations de la Société relativement aux démarques ne diffèrent pas considérablement des résultats réels à cet égard.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût. Elles sont amorties sur la durée d'utilité estimative des actifs respectifs selon la méthode de l'amortissement linéaire : le matériel des magasins et des entrepôts sur 8 à 10 ans, le matériel informatique, les logiciels et les véhicules sur 5 ans et les améliorations locatives sur la durée des baux. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test afin de déterminer s'il existe un indice de dépréciation, et ce, à chaque date de l'état consolidé de la situation financière.

Dépréciation du goodwill et de la dénomination commerciale

Le goodwill et la dénomination commerciale ne sont pas assujettis à l'amortissement et sont soumis à des tests de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances donnent à penser que ces actifs ont subi une moins-value. La moins-value est évaluée en comparant la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'UGT à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable du groupe d'UGT est supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée à l'état consolidé du résultat global.

La valeur recouvrable du groupe d'UGT est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La juste valeur diminuée des coûts de la vente est le montant contre lequel l'UGT pourrait être échangée entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, moins les coûts de la vente. La direction effectue une évaluation des données de marché pertinentes, laquelle représente la capitalisation boursière de la Société. Les variations des prix de vente et des coûts directs sont déterminées par l'expérience passée et les variations futures prévues sur le marché.

Au 30 janvier 2011 et au 1^{er} février 2010, un test de dépréciation a été effectué en comparant la valeur comptable du goodwill et de la dénomination commerciale à la valeur recouvrable du groupe d'UGT auquel le goodwill et la dénomination commerciale ont été attribués. La direction a déterminé qu'il n'y a eu aucune perte de valeur.

Perte de valeur des actifs à durée d'utilité déterminée

Les actifs sont soumis à un test afin de déterminer s'il existe un indice de dépréciation à chaque date de l'état consolidé de la situation financière. S'il existe un indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Les facteurs qui pourraient donner lieu à un test de dépréciation incluent, sans s'y limiter, les tendances négatives marquées dans le secteur ou l'économie en général et les pertes actuelles, historiques ou prévues qui témoignent de pertes continues. Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond au plus élevé entre la juste

valeur d'un actif, diminuée des coûts de la vente, et la valeur d'utilité. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas de génération de flux de trésorerie identifiables (les UGT).

Au 30 janvier 2011 et au 1^{er} février 2010, un examen des possibles indices de dépréciation a été effectué. La direction a déterminé qu'il n'y avait aucune perte de valeur.

Juste valeur des instruments financiers et des couvertures

La juste valeur des instruments financiers est fondée sur les taux d'intérêt, les taux de change, le risque de crédit, la valeur de marché et le prix actuel des instruments financiers assortis de modalités similaires. À moins d'indications contraires, la valeur comptable des instruments financiers, particulièrement celle des instruments échéant à moins de un an, comme les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, les débiteurs, les acomptes, les créditeurs et les charges payées d'avance, se rapproche de leur juste valeur.

Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée, la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts est documentée, tout comme la stratégie et les objectifs poursuivis par la direction en ce qui concerne les opérations de couverture. Pour ce faire, la direction doit relier les dérivés à des actifs et passifs précis figurant à l'état consolidé de la situation financière ou à des engagements fermes ou des opérations prévues. Dans le cadre de la comptabilité de couverture de la Société, une évaluation est faite pour déterminer si les dérivés utilisés aux fins de couverture sont efficaces pour contrebalancer la variation des flux de trésorerie associés aux éléments couverts.

Impôt sur le résultat

Déterminer le montant de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une part importante de jugement. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise des passifs pour les éventuelles questions découlant du contrôle fiscal, selon les estimations des impôts additionnels à payer. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à un montant d'impôt différent de la charge comptabilisée initialement, l'écart se répercute sur les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

Contrats de location simple

Nous constatons les charges de location et les incitatifs à la location reçus des propriétaires selon la méthode linéaire sur la durée des baux. Tout écart entre la charge calculée et le montant réellement payé est porté à l'état de la situation financière dans les incitatifs à la location reportés.

Prises de positions comptables récentes

Transition aux Normes internationales d'information financière

Le 1^{er} janvier 2011, les IFRS sont devenues les PCGR du Canada pour les entreprises ayant une obligation d'information du public. En conséquence, nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, « Information financière intermédiaire » et à IFRS 1, « Première application des Normes internationales d'information financière » (« **IFRS 1** »), selon les méthodes comptables conformes aux IFRS, telles qu'elles sont publiées par l'IASB, ainsi que les interprétations de l'International Financial Reporting Standards Interpretations Committee (le « **Comité** »).

Nous avons élaboré et réalisé un plan de basculement afin de commencer à présenter notre information conformément aux IFRS à compter du 31 janvier 2011. Le plan de basculement comprenait une phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic, une phase d'analyse des répercussions, de conception et d'évaluation, une phase de mise en œuvre et d'examen, chacune des phases établissant les activités devant être effectuées tout au long du projet aboutissant à la première présentation de l'information intermédiaire selon les IFRS pour le premier trimestre clos le 1^{er} mai 2011. La phase de mise en œuvre s'est poursuivie dans le troisième trimestre clos le 30 octobre 2011 et se soldera par la préparation de notre information financière selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 29 janvier 2012.

Les activités menées à cet égard consistent à apporter des modifications à nos procédés et à nos contrôles internes, à tester les contrôles internes touchés par le basculement aux IFRS, dans le cadre de notre programme annuel de contrôle interne 2012, à suivre l'évolution de la réglementation comptable et financière et à en évaluer l'incidence sur notre information financière et à continuer de répondre aux exigences d'information et de présentation.

Comme l'exige IFRS 1, les méthodes comptables que prescrivent les IFRS ont été appliquées dans l'établissement d'un état consolidé de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} février 2010 et, à des fins de comparaison, tous les chiffres du troisième trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 octobre 2010 ont été retraités de façon à refléter l'adoption des IFRS par la Société.

La Société a fourni de l'information sur sa transition dans son rapport de gestion de l'exercice 2011. L'analyse des évaluations et des incidences qui figure dans le rapport de gestion de l'exercice 2011 reste en grande partie inchangée. De plus, la Société a fourni une explication détaillée des répercussions de la transition à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre clos le 1^{er} mai 2011. Cette note décrit les répercussions sur les éléments pris individuellement et les changements de méthodes comptables découlant de l'adoption des IFRS ainsi que les choix que la Société a faits aux termes d'IFRS 1, et des rapprochements des capitaux propres de la Société selon les PCGR du Canada et selon les IFRS. Aucun changement important n'a été apporté à l'état du résultat global de la Société par suite de l'adoption des IFRS. À la date de transition, un ajustement non récurrent a été nécessaire pour comptabiliser un passif d'impôt différé additionnel de 7,0 M\$ dans les résultats non distribués, à l'état de la situation financière. La transition des PCGR du Canada aux IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur le résultat global ou les flux de trésorerie générés par la Société. Une description des répercussions de la transition pour le trimestre clos le 31 octobre 2010 est présentée dans la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du troisième trimestre clos le 30 octobre 2011.

Modifications comptables futures

Les normes et modifications suivantes aux normes existantes ont été publiées, et la Société doit les adopter pour les périodes ouvertes à compter du 4 février 2013. La Société n'a pas décidé si elle adopterait par anticipation l'une ou l'autre des normes ou des modifications suivantes.

- En novembre 2009, l'IASB a publié la norme IFRS 9, « Instruments financiers » (« **IFRS 9** »). Cette norme porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation préconisés par la Norme comptable internationale 39, « Instruments financiers ».

comptabilisation et évaluation » (« **IAS 39** ») par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par voie du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par voie du résultat net, soit à la juste valeur par voie des autres éléments du résultat global. Lorsque de tels instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par voie des autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement des placements, sont comptabilisés en résultat net. Cependant, les autres profits et pertes, y compris les pertes de valeur, associés à ces instruments demeurent indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global. Les exigences contenues dans IAS 39 concernant les passifs financiers ont presque toutes été reportées dans IFRS 9 en octobre 2010, sauf que, selon les nouvelles exigences, les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit pour les passifs désignés à la juste valeur par voie du résultat net doivent être comptabilisées à l'état du résultat global. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme.

- En mai 2011, l'IASB a publié les nouvelles normes suivantes, lesquelles n'ont pas encore été adoptées par la Société :
 - IFRS 10, « États financiers consolidés » (« **IFRS 10** »); cette norme exige qu'une entité consolide une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou qu'elle est exposée à des rendements variables de par sa participation dans l'entreprise détenue et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements en raison du pouvoir qu'elle exerce sur l'entreprise détenue. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité de manière à tirer des avantages des activités de cette dernière. IFRS 10 remplace la Standing Interpretations Committee 12, « Consolidation – entités ad hoc » (« **SIC-12** »), et certaines parties d'IAS 27, « États financiers individuels ».
 - IFRS 11, « Partenariats » (« **IFRS 11** »); cette norme exige d'un coentrepreneur qu'il classe sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que, pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de l'opération conjointe. Selon les IFRS en vigueur, les entités ont le choix de consolider proportionnellement ou de comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence les participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplace IAS 31, « Participation dans des coentreprises », et SIC-13, « Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
 - IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » (« **IFRS 12** »); la norme établit des obligations en matière d'informations à fournir sur les participations dans d'autres entités, comme les coentreprises, les entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les obligations d'information existantes et exige aussi la présentation d'informations supplémentaires concernant la nature des participations d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.
 - IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur » (« **IFRS 13** »); il s'agit d'une norme globale d'évaluation de la juste valeur, qui précise les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant à toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait obtenu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les intervenants du marché, à la date de l'évaluation. Elle établit aussi les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les IFRS en vigueur, les lignes directrices sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à ce sujet sont réparties entre les normes spécifiques exigeant des évaluations de la juste valeur et, dans de nombreux cas, ne rendent pas compte d'une base d'évaluation claire ni d'informations à fournir uniformes.

- En plus des nouvelles normes ci-dessus, les modifications suivantes ont été apportées aux normes existantes :
 - IAS 27, « États financiers individuels », traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées, dans les états financiers non consolidés.
 - IAS 28, « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour traiter des modifications apportées aux IFRS 10 à 13.
 - IAS 1, « Présentation des états financiers », a été modifiée de façon à changer la présentation des éléments figurant dans les autres éléments du résultat global.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats opérationnels futurs de la Société sont décrits dans son rapport de gestion annuel pour l'exercice 2011, disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés à nos activités opérationnelles;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure de société par actions;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

Les risques et incertitudes n'ont pas changé de manière significative au cours de la période de neuf mois close le 30 octobre 2011. La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but de gérer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète et rentable qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période commençant le 1^{er} août 2011 et se terminant le 30 octobre 2011 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividendes

Le 7 décembre 2011, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende trimestriel de 0,09 \$ par action ordinaire à l'intention des porteurs de ses actions ordinaires. Ce dividende trimestriel sera versé le 1^{er} février 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 5 janvier 2012 et il est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt au Canada.

Données sur les actions ordinaires en circulation

Le capital social en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et, au 5 décembre 2011, 73 721 520 actions ordinaires avaient été émises et étaient en circulation. En outre, il y avait 2 304 021 options émises et en cours au 5 décembre 2011, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire de la Société. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 76 025 541 actions ordinaires émises et en circulation sur une base diluée au 5 décembre 2011.

Autres informations

D'autres informations et documents concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.